

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**CENTRE HOSPITALIER REGIONAL  
EL HADJ IBRAHIMA NIASS DE  
KAOLACK  
(C H R E I N)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA  
CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2009**

**RAPPORT FINAL**

**(mars 2011)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Centre Hospitalier Régional El Hadji Ibrahima Niass de Kaolack pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Centre Hospitalier Régional El Hadji Ibrahima Niass de Kaolack avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

## **1. Réserves**

(a) nous avons relevé sur plusieurs acquisitions que les montants des offres financières des candidats ont fait l'objet de modifications au moment de la contractualisation pour les fixer à des niveaux différents de ceux retenus au moment de l'attribution. Dans le cas particulier du lot N° 5 de l'appel d'offres portant acquisition de produits médicaux et relatif aux fils de suture, le soumissionnaire DIAHANOR a été retenu alors qu'il n'était pas moins disant puisque son offre, non exhaustive par ailleurs, se chiffrait à 92 302 000 F CFA pendant que celle d'un autre soumissionnaire moins disant DRP se chiffrait 66 765 600 F CFA. L'offre de DIAHANOR a été modifiée pour passer à 14 800 000 F CFA. Le même constat a été fait sur le lot N° 7 pour lequel le montant du marché arrêté à 34 500 000 F Cfa est différent du montant de l'offre retenue au terme de la procédure d'attribution qui se chiffre à 52 955 354 F CFA en violation des dispositions des articles 59 alinéa 1 et 9 du code des marchés relatifs respectivement aux critères d'évaluation des offres et à l'existence de crédits préalables;

(b) des offres non exhaustives et non conformes ont été jugées recevables et ont fait l'objet d'évaluation et d'attribution en violation des dispositions de l'article 64 alinéa 1 du code des marchés; c'est le cas du lot N° 6 pour lequel les trois offres reçues n'ont qu'un seul article en commun sur un lot indivisible de trente huit articles;

© les procès verbaux de carence ne sont pas établis pour constater l'absence d'offres et éventuellement demander l'autorisation de relancer l'appel d'offres ou de faire un appel d'offres retreint conformément aux dispositions des articles 73 et 74 du Code des Marchés Publics;

(d) nous avons relevé dans certains cahiers de charges, une disposition relative à la dispense de la garantie de bonne fin en violation des dispositions de l'arrêté N° 11 584 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP;

(e) les marchés conclus par le CHREIN au terme des procédures d'appel d'offres sont exécutés dans les mêmes conditions que les marchés à commandes alors que cette particularité n'est expressément spécifiée ni dans les documents d'appel à la concurrence, ni dans les contrats en violation des dispositions de l'article 13 du CMP;

(f) des marchés ont été conclus pour régulariser des transactions déjà effectuées en violation de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration;

(g) des critères abusifs et discriminatoires relatifs aux antécédents d'un des soumissionnaires ont été introduits en cours d'évaluation, qui ont eu pour effet d'éliminer ledit candidat qui était moins disant et remplissait tous les critères de qualification annoncés dans le cahier des charges;

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission**

- de nombreuses insuffisances ont été notées dans le classement et l'archivage de la documentation nous empêchant d'effectuer certains travaux prévus dans notre programme de vérification (marché attribué à DRP et relatif au lot N°1 de l'appel d'offres portant acquisition de produits médicaux d'un montant de 33 788 780 F CFA non retrouvé, pièces de règlements non transmises) ;
- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le Centre Hospitalier Régional de Kaolack;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.



	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	17
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	21
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	23
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	28
2.1	Contexte de l'intervention	28
2.2	Objectifs de la mission	29
2.2.1	Objectifs généraux	29
2.2.2	Objectifs spécifiques	29
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	30
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	32
3	Approche méthodologique	35
3.1	Revue approfondie des textes de référence (Phase N° 1)	35
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés (Phase N° 2)	36
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés (Phase N° 3)	37
3.3.1	Audit de la préparation des marchés (Module 1)	38
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution (Module 2)	39
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques (module 3)	40
4	Résultats des travaux	42
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	42
4.1.1	Commission des marchés	42
4.1.2	Cellule de passation des marchés	42
4.1.3	Charte d'éthique et de transparence en matière de passation des marchés publics	43
4.1.4	Contrôle interne de la passation des marchés	44
4.1.5	Documents de programmation de la passation des marchés	44
4.1.6	Rappel des seuils applicables au CHREIN	45
4.2	Examen des marchés	46
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	46
4.2.2	Marchés conclus par Appels d'Offres	47
4.3.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	66

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CHREIN	Centre Hôpital Ibrahima Abdoulaye Niasse de Kaolack
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**



## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### Appel d'offres portant fournitures de médicaments et de produits médicaux

L'intitulé du marché dans l'avis d'appel d'offres paru dans le Quotidien « Le Soleil » du 30 janvier 2009 fait état de médicaments alors qu'à l'examen du lot N° 1 du cahier des charges, l'acquisition porte plutôt sur des consommables médicaux et non sur des médicaments. Par ailleurs, l'avis d'appel d'offres ne comporte pas toutes les mentions obligatoires telles que préconisées par l'ARMP dans son modèle d'avis d'appel d'offres; il n'indique pas que le marché est conclu conformément aux dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics, ne précise pas non plus les exigences en matière de qualification, le montant de la garantie de soumission et la durée de validité des offres et que lesdites offres sont ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires.

Le cahier des charges, dans son article 3 relatif aux conditions de soumission demande aux candidats de présenter une attestation bancaire de solvabilité plutôt que de requérir une attestation de capacité financière d'un montant déterminé mieux à même de donner des indications sur l'assise financière des candidats.

Un procès verbal unique est dressé qui récapitule les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution. Outre la terminologie inappropriée utilisée, ce procédé n'est pas conforme aux dispositions des articles 67 – 4 et 81 du CMP qui recommandent de dresser un procès verbal d'ouverture des plis (Article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).

Le procès verbal de dépouillement précise que BIOTIS, entreprise communautaire, est dispensée de fournir les pièces administratives alors que la règle voudrait que les pièces requises par la législation du pays où lesdites entreprises communautaires sont établies ou installées soient demandées (conformément au principe de reconnaissance mutuelle posé pour l'article 2 de la Directive n°4 de l'UEMOA; l'article 52 du CMP invoqué par le CHREIN pour justifier sa décision permet plutôt aux entreprises communautaires de concourir dans l'espace UEMOA mais ne les dispense pas de fournir les pièces requises. Ce procès verbal ne donne aucune indication sur le montant des offres financières des soumissionnaires et ne comporte pas de tableau comparatif des offres.

Le procès verbal de dépouillement indique, pour le **lot N° 1** relatif aux **consommables médicaux**, que le candidat DRP est attributaire du lot N° 1 pour un montant de 33 788 780 F CFA ; sous ce rapport nous devons signaler que le contrat avec DRP ne figure pas dans l'état d'exécution du PPM et n'a pas été retrouvé.

Le procès verbal de dépouillement indique que, pour le **lot N° 5** relatif aux  **fils de suture**, seule DIAHANOR a fait une offre dont le montant que nous avons recalculé se chiffre à 92 302 000 F CFA (ce montant ne comprend pas le prix du **catgut chromé** non coté par DIAHANOR mais facturé par son concurrent 11 700 000 F CFA) alors que DRP a fait une proposition de prix de 66 765 600 F CFA nettement en dessous de l'offre DIAHANOR. La proposition financière de DIAHANOR a été modifiée pour être fixée à 14 800 000 F CFA (montant écrit à la main après que du blanco a été mis sur le total des prix unitaires). Cette pratique anormale rompt le principe de traitement égal des fournisseurs et constitue un faux en écritures.

Le procès verbal de dépouillement indique que, pour le **lot N° 6** relatif **au matériel et aux produits anesthésiques**, les soumissionnaires BIOTIS et DIAHANOR ont proposé 13 produits sur 30 et DRP en a proposé 3 sur 30. L'examen du cahier des charges nous a permis de constater qu'en plus des trente produits anesthésiques, huit autres catégories de matériel bio médical avaient été demandés dans l'appel d'offres. Le candidat DRP a coté 2 produits, DIAHANOR en a coté 12 et BIOTIS a chiffré 13 produits. Un seul produit est commun aux trois offres et quatre produits sont communs aux offres de BIOTIS et de DIAHANOR. Au delà de non comparabilité des offres, aucune d'entre elles n'est conforme pour cause de non exhaustivité. L'appel d'offres aurait dû être déclaré infructueux conformément aux dispositions de l'article 64 alinéas 1 du CMP. Le CHREIN aurait pu procéder soit à un nouvel appel d'offres, soit, si les conditions initiales du marché ne sont pas modifiées, à un appel d'offres restreint conformément aux articles 73 et 74 du CMP.

Le procès verbal de dépouillement indique que pour le **lot N° 7** relatif au **matériel et aux réactifs de laboratoire**, seul DRP a fait une offre et a été retenu. Le montant du marché figurant dans l'état d'exécution du PPM est de 34 500 000 F CFA ; ce montant est différent de l'offre du soumissionnaire qui est de 52 955 354 F CFA. Cette différence résulterait de la décision de ne pas contracter au-delà des enveloppes budgétaires. Ce lot aurait également dû être déclaré sans suite et faire l'objet d'une relance après avis de la DCMP. Par ailleurs, le CHREIN aurait pu éviter de se mettre dans cette situation en passant un marché à commandes ou un marché de clientèle conformément aux dispositions de l'article 25 du CMP en veillant à limiter ses commandes dans l'enveloppe budgétaire.

Il ressort de l'examen des contrats respectifs de DRP et de BIOTIS dans leur article 3 relatif à la réception et à la livraison que ces contrats sont conçus comme des marchés à commandes alors que ce point n'est pas expressément spécifié dans les documents d'appel à la concurrence. Ce manquement constitue une violation des conditions de concurrence initiales, de même qu'une violation des dispositions de l'article 13 relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés.

Le même avis d'appel d'offres concernait également la fourniture de produits pour la banque de sang. Aucune offre n'a été reçue et aucun procès verbal de carence n'a été non plus dressé pour constater ce fait afin de pouvoir demander à la DCMP l'autorisation de procéder à une relance de la procédure d'appel d'offres si les conditions initiales du marché ne sont pas modifiées ou de faire un appel d'offres restreint conformément aux dispositions des articles 73 et 74 du CMP.

#### **Appel d'offres pour l'acquisition de fournitures de bureau et de consommables informatiques**

L'examen des pièces administratives présentées par TAWAKALTOU montre que les attestations délivrées par l'IPRES et la CSS de même que le quitus fiscal avaient expiré au moment de l'ouverture des plis alors que dans le procès verbal de dépouillement la mention OK est apposée sur le tableau de contrôle des PA.

L'examen des pièces administratives de l'Imprimerie Diack a permis d'identifier les anomalies ci – après : l'attestation de capacité financière produite par le candidat est de 20 000 000 F CFA alors que le contrat signé avec le CHREIN se chiffre à 27 000 000 F CFA en violation de l'article 69 du CMP ; les attestations délivrées par l'IPRES et la CSS de même que le quitus fiscal avaient expiré au moment de l'ouverture des plis alors que dans le procès verbal de dépouillement la mention OK est apposée sur le tableau de contrôle des PA (violation articles 43 et 45 du CMP).

Le contrat stipule dans son article 5 relatif au cautionnement que « le fournisseur est dispensé du cautionnement » en violation des dispositions de l'arrêté N°11 584 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 112 du décret 2007 – 545 portant CMP.

Il ressort de l'examen du contrat dans son article 3 relatif à la réception et à la livraison qu'il est conçu comme un marché à commandes alors que ce point n'est pas expressément spécifié dans les documents d'appel à la concurrence. Ce manquement constitue une violation des

dispositions des articles 13 relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés.

### **Appel d'offres pour l'acquisition de matériel de quincaillerie**

L'examen des pièces administratives présentées par TAWAKALTOU montre que les attestations délivrées par l'IPRES et la CSS de même que le quitus fiscal avaient expiré au moment de l'ouverture des plis alors que dans le procès verbal de dépouillement la mention OK est apposée sur le tableau de contrôle des PA.

Le contrat stipule dans son article 5 relatif au cautionnement que « le fournisseur est dispensé du cautionnement » en violation des dispositions de l'arrêté N°11 584 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 112 du décret 2007 – 545 portant CMP.

Il ressort de l'examen du contrat dans son article 3 relatif à la réception et à la livraison qu'il est conçu comme un marché à commandes alors que ce point n'est pas expressément spécifié dans les documents d'appel à la concurrence. Ce manquement constitue non seulement une violation des dispositions des articles 13 relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés, mais contribue à fausser la concurrence initiale du fait de l'absence de précision des spécifications.

Le montant de la proposition financière n'est pas reporté dans le procès verbal de dépouillement et nous n'avons pas reçu ladite offre pour contrôler sa cohérence avec le montant arrêté dans le contrat.

### **Appel d'offres pour le nettoyage**

Le montant de l'offre de l'attributaire est de 22 656 000 F CFA sur la base d'une rémunération mensuelle de 1 888 000 ; il est supérieur au budget alloué à cette activité et le CHREIN est en infraction au regard de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits préalables.

Des critères discriminatoires relatifs aux antécédents d'un des soumissionnaires (COSEFE) ont été invoqués pour l'éliminer alors que son offre était moins disante et qu'il remplissait tous les critères de qualification requis.

L'arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'exercer des travaux en hygiène domestique et publique n'est pas requis dans les critères de qualification alors qu'il s'agit d'un élément important dans la sélection.

### **Appel d'offres pour l'achat de fluides médicaux**

Le procès verbal de dépouillement indique qu'un délai de trois jours est accordé aux soumissionnaires pour leur permettre de compléter leurs dossiers administratifs. Pour cette raison, la Société Air liquide a été éliminée pour défaut de présentation du quitus fiscal au terme du délai de trois jours requis malgré une offre largement plus avantageuse (13 millions en moins) que celle de Sahel Gaz attributaire du marché. Conformément à l'article 45 du CMP, les pièces dites administratives sont requises au moment de l'attribution.

Le montant du contrat (50 000 000 F CFA) est différent de l'offre financière de l'attributaire (59 940 460 F CFA) en violation des articles 9 et 69 du CMP ;

Les offres des fournisseurs non retenus ne sont pas versées au dossier de passation rendant difficiles les tâches de contrôle comparatif des offres.

Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés après l'attribution.

L'exécution du marché est effectuée comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que les dossiers d'appel à la concurrence n'annoncent pas cette option en violation des dispositions de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires.

La terminologie utilisée (adjudication au lieu d'attribution, certificat de solvabilité financière au lieu de capacité financière) n'est pas appropriée.

Le contrôle de l'exécution financière n'a pas été effectué ; les liasses de règlement n'étant pas classées dans le dossier de passation ; en revanche, le rapprochement avec le solde du compte de charges 6042100 Gaz Médicaux fait apparaître un solde de 66 984 048 F CFA en dépassement par rapport au montant du marché qui est de 50 000 000 F CFA TTC.

### **Appel d'offres pour l'achat d'imprimés**

Le procès verbal de dépouillement unique (violation des articles 67 et 81 du CMP) mentionne que l'Imprimerie Diack a fourni toutes les pièces administratives requises alors que son dossier ne comporte qu'une feuille libre sans en tête et sans cachet sur laquelle une cotation a été faite à hauteur de 31 268 500 F CFA. L'offre non identifiée a néanmoins été enregistrée pour le compte de l'Imprimerie Diack qui a été déclarée attributaire.

Nous notons par ailleurs, que le montant du contrat a été fixé à 13 000 000 F CFA qui correspond exactement à l'estimation qui figure sur le plan de passation des marchés.

### **Demande de renseignements et de prix pour l'acquisition de produits d'entretien**

L'offre financière corrigée du soumissionnaire se chiffre à 17 267 500 F CFA contre 19 159 250 FCFA inscrits dans sa proposition alors que le contrat est conclu pour 7 500 000 F CFA correspondant au montant inscrit en prévision sur le plan de passation des marchés. Le contrat conclu n'est pas enregistré aux impôts et domaines. Il a été exécuté comme un marché à commandes à hauteur de 2 927 039 F CFA (solde du compte 604300 au Grand livre).

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Le contenu des supports d'information et de communication à l'intention des soumissionnaires potentiels doit être conforme aux modèles définis par l'autorité de régulation des Marchés Publics ;

L'avis et le DAO doivent préciser que l'appel d'offres donnera lieu à la conclusion d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle sur une période donnée pour des volumes et valeurs précisées ou non selon que l'Autorité Contractante peut ou non déterminer la fourchette des volumes ou valeurs des commandes de l'année. Le DAO devra également préciser que le marché sera conclu pour un an susceptible de renouvellement conformément aux dispositions des articles 24 et 25 du CMP. L'avis d'appel d'offres doit également préciser le montant de la garantie de soumission en valeur pour chacun des lots objets de l'appel d'offres. Il s'agit de veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 13 du CMP relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés et à l'article 111 du code des marchés publics précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.

La Commission des Marchés doit se mettre à niveau et s'approprier le code des marchés publics pour éviter les erreurs telles que la non ouverture des plis parce que une seule offre a été reçue, la modification des offres financières des soumissionnaires pour limiter les engagements au niveau des enveloppes budgétaires, l'évaluation d'offres non exhaustives et irrecevables, la dispense illégale de garantie de bonne fin, la non constitution de garanties de soumission ....

Le classement et l'archivage des documents de passation des marchés, en particulier ceux relatifs à l'exécution financière, doit être une préoccupation de la Cellule de Passation des Marchés qui doit se conformer aux instructions de l'ARMP en la matière ;

La pratique de la régularisation de prestations déjà exécutés par l'organisation d'appels à la concurrence biaisée doit être bannie.



## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

## **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

### **Appel d'offres portant fournitures de médicaments et de produits médicaux**

Le contrat stipule dans son article 5 relatif au cautionnement que « le fournisseur est dispensé du cautionnement » en violation des dispositions de l'arrêté N°11 584 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 112 du décret 2007 – 545 portant CMP.

### **Appel d'offres pour l'acquisition de fournitures de bureau et de consommables informatiques**

Le contrôle de l'exécution financière n'a pas été effectué. Les pièces justificatives de dépenses n'ayant pas été mises à notre disposition ; il ressort cependant de l'examen de la balance générale des comptes que les charges enregistrées en comptabilité générale dans le compte 604700 Fournitures de bureau et consommables informatiques se chiffrent à 13 539 190F CFA et correspondent aux commandes successives passées en 2009 comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que cette précision n'est faite ni dans les documents d'appel à la concurrence (AAO, DAO), ni dans le marché.

### **Appel d'offres pour l'acquisition de matériel de quincaillerie**

Le contrôle de l'exécution financière n'a pas été effectué. Les pièces justificatives de dépenses n'ayant pas été mises à notre disposition ; il ressort cependant de l'examen de la balance générale des comptes que les charges enregistrées en comptabilité générale dans le compte 6044010 Fournitures d'atelier et de maintenance se chiffrent à 23 274 482 F CFA et correspondent aux commandes successives passées en 2009 comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que cette précision n'est faite ni dans les documents d'appel à la concurrence (AAO, DAO), ni dans le marché.

**Appel d'offres pour le nettoyage**

Le montant de l'offre de l'attributaire est de 22 656 000 F CFA sur la base d'une rémunération mensuelle de 1 888 000 ; il est supérieur au budget alloué à cette activité et le CHREIN est en infraction au regard de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits préalables.

**Appel d'offres pour l'achat de fluides médicaux**

Le contrôle de l'exécution financière n'a pas été effectué les liasses de règlement n'étant pas classées dans le dossier de passation ; en revanche, le rapprochement avec le solde du compte de charges 6042100 Gaz Médicaux fait apparaître un solde de 66 984 048 F CFA en dépassement par rapport au montant du marché qui est de 50 000 000 F CFA TTC

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Veiller au respect des dispositions des arrêtés N°11 583 N° 11584 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des articles 111 et 112 du décret 2007 – 545 portant CMP.

Contrôler le niveau d'exécution budgétaire avant de passer des commandes et d'effectuer des paiements ;

Effectuer un suivi rigoureux de l'exécution financière de manière à s'assurer de sa cohérence avec le niveau d'exécution physique des opérations.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
Travaux non encore effectués
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
Travaux non encore effectués

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

# **TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Description	AO N° 1	AO N° 2	AO N° 3
<b>Nature</b>	FOURNITURE DE MEDICAMENTS ET DE PRODUITS DE LABORATOIRE	ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	ACQUISITION DE VIANDE DE BŒUF
<b>Attributaires</b>	Lot 5 : DIAHANOR Lot 6 : BIOTIS Lot 7 : DRP	Lot 1 et 2 Imprimerie Diack	Abdou Ngom
<b>Montants en F CFA TTC</b>	Lot 5 : 14 800 000 Lot 6 : 3 188 120 Lot 7 : 34 500 000	Lot 1 : 7 183 900 Lot 2 : 9 540 000	20 000 000
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP	✓	✓	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés	✓		
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	✓	✓
Marchés exécutés à tort comme des marchés à commande ou de clientèle en violation des articles 25 et 26 du CMP	✓	✓	
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	✓		
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché	✓		
Mauvaise interprétation de l'article 52 sur les entreprises communautaires	✓		
Appel d'offres ou lots déclaré infructueux ou sans suite par la Commission des Marchés sans autorisation préalable de la DCMP en violation des articles 64 et 65 du NCMP	✓		
Violation des articles 69 du NCMP sur l'interdiction des modifications et des négociations	✓	✓	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis	✓	✓	✓



d'appel d'offres			
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	✓	✓	
Violation article 81 sur les différents procès verbaux à établir	✓	✓	
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats	✓		
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de soumission		✓	
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution	✓	✓	

Description	AO N° 4	AO N° 5	AO N° 6
Nature	ACQUISITION DE MATERIEL DE QUINCAILLERIE	LE NETTOIEMENT	FOURNITURE DE FLUIDES MEDICAUX
Attributaires	TAWAKALTOU	La Bonne Affaire	Sahel Gaz
Montants en F CFA TTC	37 000 000	20 000 000	59 940 460
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP	✓	✓	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés			
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	✓	
Marchés exécutés à tort comme des marchés à commande ou de clientèle en violation des articles 25 et 26 du CMP	✓		
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP		✓	✓
Violation des articles 69 du NCMP sur l'interdiction des modifications et des négociations		✓	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres			✓
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres			✓
Violation article 81 sur les différents procès verbaux à établir			✓
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et l'information des candidats			✓

Description	AO N° 7	DRP N° 1	DRP N° 2	DRP N° 3
<b>Nature</b>	GARDIENNAGE	ACQUISITION D'IMPRIMES	ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN	ACHAT DE PAIN
<b>Attributaires</b>	ASEP	Imprimerie DIACK	TAWAKALTOU	BOULANGERIE KHEWELGUI
<b>Montants en F CFA TTC</b>	20 000 000	13 000 000	7 500 000	6 500 000
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP	✓			
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique		✓		
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation		✓		✓
Appel d'offres ou lots déclaré infructueux ou sans suite par la Commission des Marchés sans autorisation préalable de la DCMP en violation des articles 64 et 65 du NCMP		✓		
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres	✓	✓		
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	✓		✓	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 68 du NCMP portant sur la recevabilité des offres		✓		
Violation des articles 69 du NCMP sur l'interdiction des modifications et des négociations			✓	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP				✓
Violation article 81 sur les différents procès verbaux à établir	✓	✓	✓	

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformités des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.2.3 Etendue des travaux à effectuer**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.



## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 : REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics,
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP,
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics,
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière,
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS),
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière,
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé.
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels
- .....

### **3.2 PHASE N° 2 : ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre Hospitalier Régional de Kaolack pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Le secteur hospitalier est très endetté et doit faire face très souvent à l'urgence de mettre à temps à la disposition du personnel médical les médicaments, de nourrir les malades et le personnel d'où la forte propension à s'approvisionner bien avant la conclusion des contrats et à procéder à des régularisations après service fait.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 : VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés.
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 : AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés)
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification)
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO),

### 3.3.2 MODULE N° 2 : AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM)
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),



- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP)
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants)
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis

### 3.3.3 MODULE 3 : AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis

## **SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés du Centre Hospitalier Régional El Hadj Ibrahima Niass de Kaolack compétente pour les opérations de passation des marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 6 janvier 2009. Ainsi, la Commission des Marchés pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies. Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment par la transmission régulière des procès verbaux d'ouverture des plis, la notification formelle des attributions provisoires et définitives, l'information des soumissionnaires non retenus au termes des procédures d'appel à la concurrence, la publicité des attributions définitives (faute de budget) . Les marchés ne sont pas non plus immatriculés.

La mission a relevé que la Commission des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel tel qu'institué par l'article 141 du CMP pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination du Responsable et unique membre de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 13 mai 2009.

L'examen des dossiers de passation des marchés a permis de constater de nombreuses non conformités qui s'établissent comme suit :

- les procès verbaux d'ouverture des plis tels qu'institués par l'article 67 – 4 ne sont pas dressés distinctement des autres procès verbaux (article 81 du CMP). Ainsi, des procès verbaux de dépouillement uniques sont établis pour plusieurs appels

d'offres et sont un condensé des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution

- la terminologie usitée dans les procès verbaux n'est pas toujours conforme à celle du CMP,
- le contenu des documents d'appel à la concurrence (avis d'appel d'offres, cahiers des charges...) n'est pas toujours exhaustif relativement aux informations obligatoires qui doivent y figurer,
- des variations sont notées entre les montants des attributions tels qu'ils figurent dans les procès verbaux de dépouillement et les montants inscrits dans les marchés ;
- des négociations sont faites avec les attributaires pour ramener le montant des contrats à des niveaux compatibles avec les enveloppes budgétaires ;
- la Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit ses rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP ;
- les documents relatifs à l'exécution financière des marchés ne figurent pas dans les dossiers de passation,
- le classement des dossiers de passation n'est pas effectué conformément aux instructions de l'ARMP en la matière
- des modes de passation inappropriés sont retenus au regard des seuils définis dans l'article 53 du CMP,
- des appels d'offres font l'objet de relance parce qu'une seule offre est reçue alors que l'ouverture est possible dans un tel cas,
- des appels d'offres ou des demandes de renseignements et de prix de régularisation sont organisés pour donner les atouts de la régularité à des marchés déjà exécutés ou en cours d'exécution (viande, pain) ...

Cette succession d'anomalies et de non conformités sont autant d'illustrations d'une insuffisante maîtrise du code des marchés publics par les acteurs dont aucun n'a été formé sur le nouveau dispositif de passation des marchés.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres et suppléants de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés conformément au décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics. Ces attestations ont été transmises à la DCMP (Commission Régionale Ad Hoc de contrôle a priori de la passation des marchés publics) et à l'ARMP en même temps que les actes de nomination des membres des organes de la passation des marchés.

#### **4.1.4 CONTROLE INTERNE DE LA PASSATION DES MARCHES**

Le Centre Hospitalier Régional El Hadj Ibrahima Niass de Kaolack dispose d'un projet de manuel des procédures administratives, comptables et financières traitant des processus spécifiques de passation des marchés. Ce projet de manuel n'a pas encore été approuvé par les organes d'administration et de gestion de l'hôpital et n'est a fortiori pas mis en œuvre ; ce faisant, il n'y a pas eu en 2009 de cadre formel spécifique de mise en œuvre des opérations de passation des marchés.

Le service d'audit interne non plus n'a pas effectué de travail spécifique de contrôle des opérations de passation des marchés et le Contrôle de gestion s'est limité à vérifier que les engagements sont conformes aux budgets alloués. Quant à l'Agence Comptable Particulière, elle s'est employée à contrôler l'existence des contrats qui ne sont pas toujours mis à sa disposition, l'effectivité des livraisons, des liquidations et certifications avant paiements.

Les performances globales des organes de contrôle des processus de passation des marchés n'ont pas été très satisfaisantes pour circonscrire les risques liés au processus de passation des marchés.

#### **4.1.5 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés du Centre Hospitalier Régional El Hadj Ibrahima Niass de Kaolack, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés a été confectionné dans les délais requis et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Il est présenté dans le format défini par la DCMP et comprend, outre les appels d'offres, la liste des Demandes de Renseignements et de Prix et comporte les estimations de coûts. L'examen du PPM appelle de notre part les observations ci – après :

- dans les réalisations envisagées, l'Autorité Contractante a listé dans le détail les lots constitutifs d'un marché plutôt que désigner le marché global (par exemple en lieu et place Denrées alimentaires, le PPM a listé tous les lots..).
- les délais compris entre le lancement et l'attribution des marchés mentionnés dans le PPM sont anormalement courts pour les appels d'offres (15 jours au lieu des 30 jours minimum de délai de préparation des offres accordés aux soumissionnaires à un appel d'offres).

Nous notons par ailleurs, que le Plan de Passation des Marchés n'a pas été transmis dans les délais réglementaires puisqu'il est demandé aux Autorités Contractantes de le transmettre à la DCMP et à l'ARMP avant le 31 décembre de l'exercice 2008.

#### 4.1.5.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des Marchés publié dans le Quotidien « Le Soleil » du 12 janvier 2009 est conforme au PPM publié sur le portail des marchés publics. Le Centre Hospitalier Régional El Hadj Ibrahima Niass de Kaolack (CHREIN) s'est conformé à son obligation d'information des soumissionnaires potentiels sans toutefois respecter les délais réglementaires requis puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un Avis Général de Passation des Marchés au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

Au regard des nombreuses anomalies identifiées lors de l'examen des marchés, il apparaît que les acteurs de la passation des marchés n'ont pas une bonne maîtrise des procédures de passation des marchés et qu'un renforcement des capacités doit être envisagé qui passe par la formation des acteurs mais aussi par le renforcement de l'effectif de la Cellule de Passation des Marchés en personnel compétent.

#### 4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CHREIN

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du CHREIN sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HÔPITAL REGIONAL DE KAOLACK EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580 , 11 583 ET 11 584 DU MINITRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
<b>Travaux</b>	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
<b>Fournitures et services</b>	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25	150	40	350	NA	$\geq 35$

**TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Seuils d'approbation</b>	<b>Autorité d'approbation</b>
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA et	Ministre de l'Economie et des Finances

## **4.2 EXAMEN DES MARCHES**

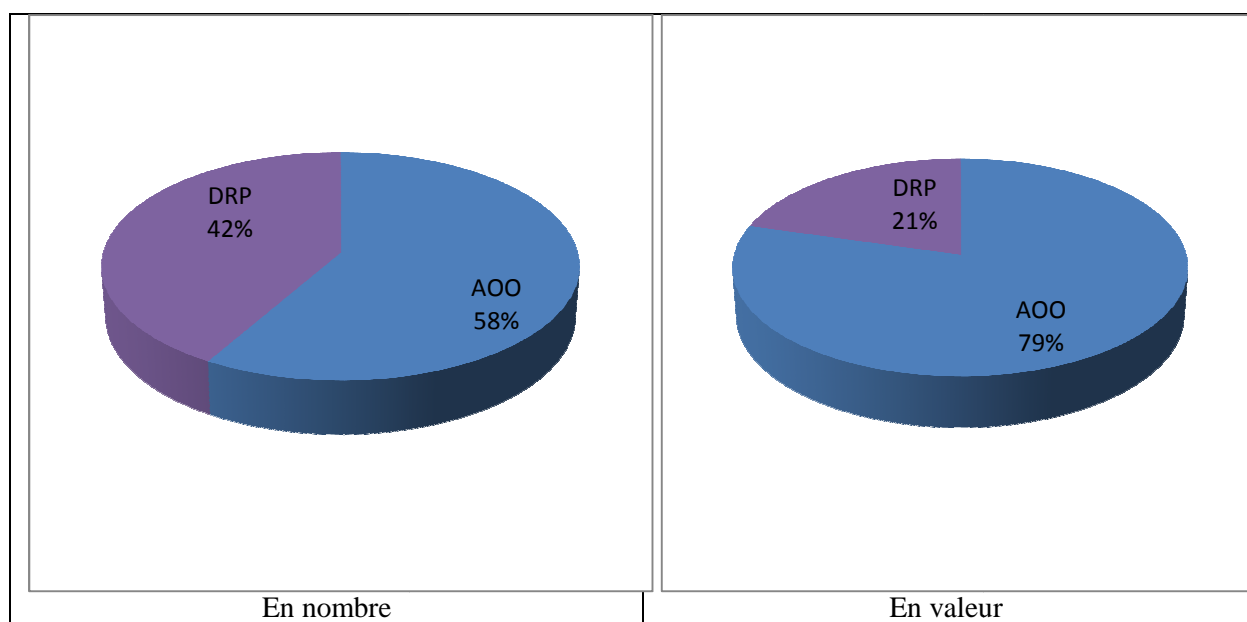
### **4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX**

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

<b>Modes de passation de marchés</b>	<b>Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009</b>		<b>Typologie des marchés examinés lors de la présente revue</b>		<b>Taux de couverture</b>	
	<b>Nombre</b>	<b>Montant</b>	<b>Nombre</b>	<b>Montant</b>	<b>Nombre</b>	<b>Montant</b>
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	9	226 488 120	9	226 488 120	100%	100%
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>	0					
<b>Demande de Proposition (DP)</b>	0					
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	3	27 000 000	3	27 000 000	100%	100%
<b>Entente directe (ED)</b>						
<b>Avenant</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>	<b>253 488 120</b>	<b>12</b>	<b>253 488 120</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

#### **4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D’OFFRES**

Le Centre Hospitalier Régional El Hadj Ibrahima Niass de Kaolack a conclu au cours de l’exercice sous revue neuf appels d’offres sur les douze initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d’exécution de 75 %. Nos travaux ont porté sur la totalité des appels d’offres dont la valeur totale se chiffre à 226 488 120 F CFA TTC. Les principales constatations sont présentées ci – après :



<b>APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE MEDICAMENTS ET DE PRODUITS DE LABORATOIRE</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres			30 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres			5 mars 2009 dans l'avis d'appel d'offres, 24 avril dans le DAO
Date d'ouverture des plis			5 mars 2009
Date de notification de l'attribution provisoire			11 mars 2009
Date de souscription du contrat			1 <sup>er</sup> juin 2009
Date d'approbation du contrat			11 août 2009
Date de notification du contrat			29 août 2009
Attributaires	DIAHANOR	Lot 1 Consommables médicaux	33 788 780 contrat non retrouvé
		Lot 2 Produits dentaires	Non attribué
		Lot 3 Matériel dentaire	Non attribué
		Lot 4 matériel chirurgical	Non attribué
	DIAHANOR	Lot 5 Fils de suture contrat notifié le 29 août 2009	14 800 000
	BIOTIS	Lot 6 Matériel et produits anesthésiques	3 188 120
	DRP	Lot 7 Matériel et réactifs de laboratoire	34 500 000
<b>Non conformités</b>		<p>L'intitulé du marché dans l'avis d'appel d'offres paru dans le Quotidien Le Soleil du 30 janvier 2009 fait état de médicaments alors qu'à l'examen du lot N° 1 du cahier des charges, l'acquisition porte plutôt sur des consommables médicaux et non sur des médicaments.</p> <p>L'avis d'appel d'offres ne précise pas que le marché est conclu conformément aux dispositions du décret 2007 – 545 du 25</p>	

	<p>avril 2007 portant Code des Marchés Publics; il ne précise pas non plus les exigences en matière de qualification, le montant de la garantie de soumission et la durée de validité des offres et que lesdites offres sont ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires.</p> <p>Le DAO, dans son article 3 relatif aux conditions de soumission demande aux candidats de présenter une attestation bancaire de solvabilité plutôt que de requérir une attestation de capacité financière d'un montant déterminé mieux à même de donner des indications sur l'assise financière des candidats.</p> <p>Un procès verbal unique est dressé qui récapitule les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution. Outre la terminologie inappropriée utilisée, ce procédé n'est pas conforme aux dispositions des articles 67 – 4 et 81 du CMP qui recommandent de dresser un procès verbal d'ouverture des plis (Article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).</p> <p>Le procès verbal de dépouillement précise que BIOTIS, entreprise communautaire, est dispensée de fournir les pièces administratives alors que la règle voudrait que les pièces requises par la législation du pays où lesdites entreprises communautaires sont établies ou installées soient demandées en application du principe de reconnaissance mutuelle énoncé à l'article 2 de la Directive n°4 de l'UEMOA. L'article 52 du CMP invoqué permet aux entreprises communautaires de concourir dans l'espace UEMOA mais ne les dispense pas de fournir les pièces requises. Ce procès verbal ne donne aucune indication sur le montant des offres financières des soumissionnaires et ne comporte pas de tableau comparatif des offres.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement indique pour le <b>lot N° 1</b> relatif aux consommables médicaux que DRP est attributaire. Le contrat de DRP ne figure pas dans l'état d'exécution du PPM.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement indique que pour le <b>lot N° 5</b> relatif aux fils de suture, seule DIAHANOR a fait une offre dont le montant que nous avons recalculé se chiffre à 92 302 000 F CFA (ce montant ne comprend pas le prix du <b>catgut chromé</b> non coté par DIAHANOR mais facturé par son concurrent 11 700 000 F CFA) alors que DRP a fait une</p>
--	--

	<p>proposition de prix de 66 765 600 F CFA nettement en dessous de l'offre DIAHANOR. La proposition financière de DIAHANOR a été modifiée pour être fixée à 14 800 000 F CFA (montant écrit à la main après avoir mis du blanco sur le total des prix unitaires). Cette pratique anormale rompt le principe de traitement égal des fournisseurs et traduit un faux en écritures.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement indique que pour le lot N° 6 les soumissionnaires BIOTIS et DIAHANOR ont proposé 13 produits sur 30 et que DRP en a proposé 3 sur 30. L'examen du DAO nous a permis de constater qu'en plus des trente produits anesthésiques, huit autres catégories de matériel bio médical avaient été demandés. DRP a coté 2 produits, DIAHANOR en a coté 12 et BIOTIS a chiffré 13 produits. Un seul produit est commun aux trois offres et quatre produits sont communs aux offres de BIOTIS et de DIAHANOR. Au delà de la non comparabilité des offres, aucune d'entre elles n'est conforme pour l'essentiel au DAO pour cause de non exhaustivité. L'appel d'offres aurait dû être déclaré infructueux conformément aux dispositions de l'article 64 alinéas 1 du CMP. Le CHREIN aurait pu procéder soit à un nouvel appel d'offres, soit, si les conditions initiales du marché ne sont pas modifiées, à un appel d'offres restreint conformément aux articles 73 et 74 du CMP.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement indique que pour le lot N° 7 seul DRP a fait une offre et a été retenu. Le montant du marché figurant dans l'état d'exécution du PPM est de 34 500 000 F CFA ; ce montant est différent de l'offre du soumissionnaire qui est de 52 955 354 F CFA. Cette différence résulterait de la volonté de ne pas contracter au-delà des enveloppes budgétaires. Nous sommes dans le cas d'une procédure qui doit être déclarée sans suite et faire l'objet d'une relance après avis de la DCMP. Par ailleurs, le CHREIN aurait pu éviter de se mettre dans cette situation en passant un marché à commandes ou un marché de clientèle conformément aux dispositions de l'article 25 du CMP.</p> <p>Il ressort de l'examen des contrats respectifs de DRP et de BIOTIS dans leur article 3 relatif à la réception et à la livraison que ces contrats sont conçus comme des marchés à commandes alors que ce point n'est pas expressément spécifié dans les documents d'appel à la concurrence. Ce manquement constitue non seulement une violation des dispositions de l'article 13 relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés, mais est de nature à fausser les conditions</p>
--	---

	<p>initiales de concurrence.</p> <p>Le même avis d'appel d'offres concernait également la fourniture de produits pour la banque de sang. Aucune offre n'a été reçue et aucun procès verbal de carence n'a été non plus dressé pour constater ce fait afin de pouvoir demander à la DCMP l'autorisation de procéder à une relance de la procédure d'appel d'offres si les conditions initiales du marché ne sont pas modifiées ou de faire un appel d'offres restreint conformément aux dispositions des articles 73 et 74 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>L'avis d'appel d'offres et le DAO doivent préciser que l'appel d'offres donnera lieu à la conclusion d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle selon que l'Autorité Contractante peut ou non déterminer la fourchette des volumes ou valeurs des commandes de l'année.</p> <p>L'avis d'appel d'offres et le DAO doivent également préciser le montant de la garantie de soumission en valeur pour chacun des lots objets de l'appel d'offres. Il s'agit de veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 13 du CMP relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés et à l'article 111 du code des marchés publics précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres		21 janvier 2009 et relance en procédure d'urgence le 21 avril 2009	
Date limite de dépôt des offres		19 février 2009 et 14 mai 2009	
Date d'ouverture des plis		14 mai 2009	
Date d'attribution provisoire		14 mai 2009	
Date de souscription du contrat		1 <sup>er</sup> juin 2009	
Date d'approbation du contrat		12 août 2009	
Date de notification du contrat		17 août 2009	
Attributaire	Imprimerie Diack	Lot 1 Fournitures de bureau	7 183 900 d'après l'offre du soumissionnaire
	Imprimerie Diack	Lot 2 Consommables informatiques	9 540 000 d'après l'offre du soumissionnaire
Montant total du marché en F CFA TTC			16 723 900 d'après l'offre du soumissionnaire
Montant du marché en F CFA TTC			27 000 000 d'après le contrat
<b>Non conformités</b>		<p>L'avis d'appel d'offres ne précise pas que le marché est conclu conformément aux dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics; il ne précise pas non plus les exigences en matière de qualification, le montant de la garantie de soumission et la durée de validité des offres. L'avis ne précise pas que les offres sont ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires.</p> <p>L'examen des pièces administratives présentées par TAWAKALTOU montre que les attestations délivrées par l'IPRES et la CSS de même que le quitus fiscal avaient expiré</p>	

	<p>au moment de l'ouverture des plis alors que dans le procès verbal de dépouillement la mention OK est apposée sur le tableau de contrôle des PA.</p> <p>L'examen des pièces administratives de l'Imprimerie Diack a permis d'identifier les anomalies ci – après : l'attestation de capacité financière produite par le candidat est de 20 000 000 F CFA alors que le contrat signé avec le CHREIN se chiffre à 27 000 000 F CFA, les attestations délivrées par l'IPRES et la CSS de même que le quitus fiscal avaient expiré au moment de l'ouverture des plis alors que dans le procès verbal de dépouillement la mention OK est apposée sur le tableau de contrôle des PA.</p> <p>Le contrat stipule dans son article 5 relatif au cautionnement que « le fournisseur est dispensé du cautionnement » en violation des dispositions de l'arrêté N°11 584 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 112 du décret 2007 – 545 portant CMP.</p> <p>Il ressort de l'examen du contrat dans son article 3 relatif à la réception et à la livraison qu'il est conçu comme un marché à commandes alors que ce point n'est pas expressément spécifié dans les documents d'appel à la concurrence. Ce manquement constitue non seulement une violation des dispositions de l'article 13 relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés, mais est de nature à fausser les conditions initiales de concurrence.</p> <p>Le contrôle de l'exécution financière n'a pas été effectué, les pièces justificatives de dépenses n'ayant pas été mises à notre disposition ; il ressort cependant de l'examen de la balance générale des comptes que les charges enregistrées en comptabilité générale dans le compte 604700 Fournitures de bureau et consommables informatiques se chiffrent à 13 539 190F CFA et correspondent aux commandes successives passées en 2009 comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que cette précision n'est faite ni dans les documents d'appel à la concurrence (AAO, DAO), ni dans le marché.</p>
--	--

<b>Recommandations</b>	<p>L'avis d'appel d'offres et le DAO doivent préciser que l'appel d'offres donnera lieu à la conclusion d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle selon que l'Autorité Contractante peut ou non déterminer la fourchette des volumes ou valeurs des commandes de l'année.</p> <p>L'avis d'appel d'offres doit également préciser le montant de la garantie de soumission pour chacun des lots objets de l'appel d'offres. Il s'agit de veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 13 du CMP relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés et à l'article 111 du code des marchés publics précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DE VIANDE DE BŒUF</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	21 janvier 2009 et relance en procédure d'urgence le 21 avril 2009
Date limite de dépôt des offres	19 février 2009 et 14 mai 2009
Date d'ouverture des plis	14 mai 2009
Date d'attribution provisoire	14 mai 2009
Date de souscription du contrat	1 <sup>er</sup> juin 2009
Date d'approbation du contrat	7 août 2009
Date de notification du contrat	17 août 2009
Attributaire	Abdou Ngom
Montant du marché en F CFA TTC	20 000 000
<b>Non conformités</b>	<p>L'avis d'appel d'offres ne précise pas que le marché est conclu conformément aux dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics; il ne précise pas non plus les exigences en matière de qualification, le montant de la garantie de soumission et la durée de validité des offres. L'avis ne précise pas que les offres sont ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires.</p> <p>L'offre financière corrigée du soumissionnaire se chiffre à 17 267 500 F CFA contre 19 159 250 FCFA inscrits dans sa proposition alors que le contrat est conclu pour 7 500 000 F CFA correspondant au montant inscrit en prévision sur le plan de passation des marchés.</p> <p>Au vu de la date d'établissement des pièces administratives, ce marché est une régularisation de prestations déjà effectuées.</p>



<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la conformité du contenu des avis d'appel d'offres avec les dispositions de l'article 66 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 69 du CMP interdisant les modifications des offres financières.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration qui proscrit la régularisation de marchés déjà attribués et exécutés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DE MATERIEL DE QUINCAILLERIE</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	21 janvier 2009 et relance en procédure d'urgence le 21 avril 2009
Date limite de dépôt des offres	19 février 2009 et 14 mai 2009
Date d'ouverture des plis	14 mai 2009
Date d'attribution provisoire	14 mai 2009
Date de souscription du contrat	1 <sup>er</sup> juin 2009
Date d'approbation du contrat	12 août 2009
Date de notification du contrat	17 août 2009
Attributaire	TAWAKALTOU
Montant du marché en F CFA TTC	37 000 000
<b>Non conformités</b>	<p>L'avis d'appel d'offres ne précise pas que le marché est conclu conformément aux dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics; il ne précise pas non plus les exigences en matière de qualification, le montant de la garantie de soumission et la durée de validité des offres. L'avis ne précise pas que les offres sont ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires.</p> <p>L'examen des pièces administratives présentées par TAWAKALTOU montre que les attestations délivrées par l'IPRES et la CSS de même que le quitus fiscal avaient expiré au moment de l'ouverture des plis alors que dans le procès verbal de dépouillement la mention OK est apposée sur le tableau de contrôle des PA.</p> <p>Le contrat stipule dans son article 5 relatif au cautionnement que « le fournisseur est dispensé du cautionnement » en violation des dispositions de l'arrêté N°11 584 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 112 du décret 2007 – 545 portant CMP.</p>

	<p>Il ressort de l'examen du contrat dans son article 3 relatif à la réception et à la livraison qu'il est conçu comme un marché à commandes alors que ce point n'est pas expressément spécifié dans les documents d'appel à la concurrence. Ce manquement constitue une violation des dispositions des articles 13 relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés mais aussi est de nature à fausser les conditions internes de concurrence.</p> <p>Le contrôle de l'exécution financière n'a pas été effectué les pièces justificatives de dépenses n'ayant pas été mises à notre disposition ; il ressort cependant de l'examen de la balance générale des comptes que les charges enregistrées en comptabilité générale dans le compte 6044010 Fournitures d'atelier et de maintenance se chiffrent à 23 274 482 F CFA et correspondent aux commandes successives passées en 2009 comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que cette précision n'est faite ni dans les documents d'appel à la concurrence (AAO, DAO), ni dans le marché</p> <p>Le montant de la proposition financière n'est pas reporté dans le procès verbal de dépouillement et nous n'avons pas reçu ladite offre pour contrôler sa cohérence avec le montant arrêté dans le contrat.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>L'avis d'appel d'offres et le DAO doivent préciser que l'appel d'offres donnera lieu à la conclusion d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle selon que l'Autorité Contractante peut ou non déterminer la fourchette des volumes ou valeurs des commandes de l'année.</p> <p>L'avis d'appel d'offres doit également préciser le montant de la garantie de soumission pour chacun des lots objets de l'appel d'offres. Il s'agit de veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 13 du CMP relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés et à l'article 111 du code des marchés publics précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.</p>

	<p>Veiller à un traitement conforme à la réglementation en ce qui concerne les pièces administratives qui doivent être produits à l'attribution (exemple du gaz médical pour lequel Air Liquide a été éliminé pour défaut de quitus fiscal alors qu'il proposait 44 597 392 F CFA TTC contre 59 940 460 F CFA pour Sahel Gaz qui a été retenu . Un délai plus raisonnable aurait probablement permis de faire de grosses économies.</p>
<p><b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b></p>	
<p><b>Appréciation du Consultant</b></p>	

<b>APPEL D'OFFRES POUR LE NETTOIEMENT</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	21 janvier 2009 et relance en procédure d'urgence le 21 avril 2009
Date limite de dépôt des offres	19 février 2009 et 14 mai 2009
Date d'ouverture des plis	14 mai 2009
Date d'attribution provisoire	14 mai 2009
Date de souscription du contrat	1 <sup>er</sup> juillet 2009
Date d'approbation du contrat	7 août 2009
Date de notification du contrat	17 août 2009
Attributaire	La Bonne Affaire
Montant du marché en F CFA TTC	20 000 000
<b>Non conformités</b>	<p>L'avis d'appel d'offres ne précise pas que le marché est conclu conformément aux dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics; il ne précise pas non plus les exigences en matière de qualification, le montant de la garantie de soumission et la durée de validité des offres. L'avis ne précise pas que les offres sont ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires.</p> <p>Le montant de l'offre de l'attributaire est de 22 656 000 F CFA sur la base d'une rémunération mensuelle de 1 888 000 ; il est supérieur au budget alloué à cette activité et le CHREIN est en infraction au regard de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits préalables.</p> <p>Des critères discriminatoires relatifs aux antécédents d'un des soumissionnaires (COSEFE) ont été invoqués pour l'éliminer alors que son offre était moins disante et qu'il remplissait tous les critères de qualification requis.</p> <p>L'arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'exercer des travaux en hygiène domestique et publique n'est pas requis dans les critères de qualification alors qu'il s'agit d'un élément important dans la sélection.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la conformité du contenu des avis d'appel d'offres avec les dispositions de l'article 66 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 69 du CMP interdisant les modifications des offres financières</p> <p>Ne pas introduire en cours d'évaluation des critères autres que ceux prévus dans le dossier d'appel à la concurrence (article 59 du CMP) ;</p> <p>Veiller à une meilleure préparation des dossiers d'appel à la concurrence en étant plus précis sur les exigences de qualification.</p> <p>Veiller à l'accomplissement des formalités d'enregistrement des contrats par les attributaires avant tout paiement.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>APPEL D'OFFRES RELATIF A LA FOURNITURE DE FLUIDES MEDICAUX</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	21 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	19 février 2009
Date d'ouverture des offres	19 février 2009
Date de notification de l'attribution provisoire	02 mars 2009
Date de publication de l'attribution provisoire	29 avril 2009
Date de notification du contrat enregistré du 01/06/09	25 août 2009
Attributaire	Sahel Gaz
Montant du marché en F CFA TTC	59 940 460 d'après l'offre du soumissionnaire et 50 000 000 dans le contrat
<b>Non conformités</b>	<p>L'avis d'appel ne comprend pas toutes les mentions obligatoires prévues dans l'article 66 du CMP ;</p> <p>Le procès verbal de dépouillement unique (violation des articles 67 et 81 du CMP) regroupe en même temps l'ouverture des offres, l'évaluation et l'attribution ;</p> <p>Le procès verbal de dépouillement indique qu'un délai de trois jours est accordé aux soumissionnaires pour leur permettre de compléter leurs dossiers administratifs. Pour cette raison, la Société Air liquide a été éliminée pour défaut de présentation du quitus fiscal au terme du délai de trois jours requis malgré une offre largement plus avantageuse (13 millions en moins) que celle de Sahel Gaz attributaire du marché et une attribution non effective dans ce délai de 3 jours et une attribution non effective dans ce délai de trois jours.</p>

	<p>Le montant du contrat (50 000 000 F CFA) est différent de l'offre financière de l'attributaire (59 940 460 F CFA) en violation des articles 9 et 69 du CMP ;</p> <p>Les offres des fournisseurs non retenus ne sont pas versées au dossier de passation rendant difficiles les tâches de contrôle comparatif des offres.</p> <p>Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés après l'attribution.</p> <p>L'exécution du marché est effectuée comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que les dossiers d'appel à la concurrence n'annoncent pas cette option en violation des dispositions de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires.</p> <p>La terminologie utilisée (adjudication au lieu d'attribution, certificat de solvabilité financière au lieu de capacité financière) n'est pas appropriée.</p> <p>Le contrôle de l'exécution financière n'a pas été effectué les des liasses de règlement n'étant pas classées dans le dossier de passation ; en revanche, le rapprochement avec le solde du compte de charges 6042100 Gaz Médicaux fait apparaître un solde de 66 984 048 F CFA en dépassement par rapport au montant du marché qui est d e 50 000 000 F CFA TTC.</p>
--	---



<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la conformité du contenu des avis d'appel d'offres avec les dispositions de l'article 66 du CMP ;</p> <p>Etablir un procès verbal d'ouverture des plis (article 67 – 1 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 69 du CMP interdisant les modifications des offres financières</p> <p>Conserver et classer les offres des soumissionnaires retenus ou non retenus conformément aux recommandations de l'ARMP</p> <p>Appliquer les dispositions de l'article 81.3 du NCMP relative aux lettres d'informations à adresser aux soumissionnaires dont l'offre a été rejetée.</p> <p>Accorder des délais raisonnables aux soumissionnaires pour leur permettre de se conformer aux exigences du cahier des charges en matière de pièces administratives</p> <p>S'approprier la terminologie utilisée dans le NCMP</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>APPEL D'OFFRES RELATIF AU GARDIENNAGE</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	21 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	19 février 2009
Date d'ouverture des offres	19 février 2009
Date de notification de l'attribution provisoire	27 février 2009
Date de publication de l'attribution provisoire	29 avril 2009
Date de notification du contrat	17 août 2009
Attributaire	ASEP
Montant de l'offre de l'attributaire en F CFA TTC	26 904 000
Montant du contrat du 01/06/2009 en F CFA	20 000 000
<b>Non conformités</b>	<p>L'avis d'appel d'offres ne comporte pas toutes les mentions obligatoires prévues à l'article 66 du CMP</p> <p>Un seul procès verbal regroupe les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution en violation des articles 67 et 81 du NCMP</p> <p>Les contraintes budgétaires ont conduit le CHREIN à réduire jusqu'à concurrence de la dotation budgétaire le montant du contrat de gardiennage en violation de l'article 9 sur l'existence préalable de crédits budgétaires.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la conformité du contenu des avis d'appel d'offres avec les dispositions de l'article 66 du CMP ;</p> <p>Etablir un procès verbal d'ouverture des plis (article 67 – 1 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).</p> <p>Se conformer aux dispositions de la réglementation en ce qui concerne les pièces administratives manquantes.</p> <p>Appliquer les dispositions de l'article 81- 3 du CMP relative aux lettres d'informations à adresser aux</p>

	<p>soumissionnaires dont l'offre a été rejetée</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 69 du CMP interdisant les modifications des offres financières.</p> <p>S'approprier la terminologie utilisée dans le CMP</p> <p>Veiller à l'accomplissement des formalités d'enregistrement des contrats par les attributaires avant tout paiement.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

#### 4.2.2 MARCHES PASSES PAR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX PORTANT ACQUISITION D'IMPRIMES</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	21 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	26 février 2009
Date d'ouverture des offres	26 février 2009
Date de notification de l'attribution provisoire	02 mars 2009
Date de publication de l'attribution provisoire	29/04/2009
Date de notification du contrat non enregistré du 01 juin 2009	17 août 2009
Attributaire	Imprimerie DIACK
Montant de l'offre du soumissionnaire	31 268 500 F CFA
Montant du contrat	13 000 000 FCFA
<b>Non conformités</b>	<p>Le procès verbal de dépouillement unique (violation des articles 67 et 81 du CMP) mentionne que l'Imprimerie Diack a fourni toutes les pièces administratives requises alors que son dossier ne comporte qu'une feuille libre sans en tête et sans cachet sur laquelle une cotation a été faite à hauteur de 31 268 500 F CFA. L'offre non identifiée a néanmoins été enregistrée pour le compte de l'Imprimerie Diack qui a été déclarée attributaire.</p> <p>Nous notons par ailleurs, que le montant du contrat a été fixé à 13 000 000 F CFA qui correspond exactement à l'estimation qui figure sur le plan de passation des marchés.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Cette offre est irrecevable au regard des articles 43, 45 et 68 du CMP et l'appel d'offre aurait dû être déclarée sans suite conformément aux articles 64 et 65 du CMP et donner lieu à une relance ou à un appel d'offres restreint tels que défini par les articles 73 et 74 du CMP.</p> <p>En cas de dépassement de l'enveloppe budgétaire,</p>

	l'appel d'offres doit être déclaré sans suite comme indiqué ci avant. En outre, la négociation à la baisse des offres des soumissionnaires n'est pas permise pour les marchés de travaux, fournitures et services autres que les prestations intellectuelles (article 69 du CMP).
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX POUR L'ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN</b>	
Date de publicité de la DRP	21 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	26 février 2009
Date d'ouverture des plis	26 février 2009
Date d'attribution provisoire	26 février 2009
Date de souscription du contrat	1 <sup>er</sup> juin 2009
Date d'approbation du contrat	29 août 2009
Date de notification du contrat	29 août 2009
Attributaire	TAWAKALTOU
Montant du marché en F CFA TTC	7 500 000
<b>Non conformités</b>	<p>L'offre financière corrigée du soumissionnaire se chiffre à 17 267 500 F CFA contre 19 159 250 FCFA inscrits dans sa proposition alors que le contrat est conclu pour 7 500 000 F CFA correspondant au montant inscrit en prévision sur le plan de passation des marchés.</p> <p>Le contrat non enregistré a été exécuté à hauteur de 2 927 039 F CFA (solde du compte 604300 au Grand livre).</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Prévoir la conclusion de marchés à commandes pour ne pas être enclin à modifier les offres des soumissionnaires ou à contracter pour des montants résultant de négociations non permises dans les marchés de fournitures.</p> <p>Demander aux attributaires l'enregistrement de leurs contrats avant tout paiement.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX POUR L'ACHAT DE PAIN</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	21 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	19 février 2009 et 14 mai 2009
Date d'ouverture des plis	26 février 2009 et
Date de souscription du contrat	1 <sup>er</sup> juin 2009
Date d'approbation du contrat	7 août 2009
Date de notification du contrat	17 août 2009
Attributaire	BOULANGERIE KHEWELGUI
Montant du marché en F CFA TTC	6 500 000
<b>Non conformités</b>	Au vu de la date d'établissement des pièces administratives, ce marché a vraisemblablement été régularisé. Il a été exécuté à hauteur de 5 333 250 F CFA (solde du compte 6041401 au Grand livre).
<b>Recommandations</b>	Se conformer aux dispositions de l'article 44 du COA.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22 ) 33 821 41 72 Fax (221 ) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 30 décembre 2010

**Monsieur le Directeur**  
**du Centre Hospitalier Régional**  
**El Hadj Ibrahima Niass (CHREIN)**  
**Kaolack**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires et observations au plus tard dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

*Modou Mbaye*  
**Centre Hospitalier**  
**Régional E.I.N - Kaolack**  
**Le Chef de la Cellule**  
**des Marchés**

**B. S. C.**  
**Business System Consulting Group**  
12, Rue de la Liberté  
Tél: 821 41 72 Fax: 822 95 03  
BP: 11616 - Dakar SENEGAL  
Email: bsc@arc.sn

**ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE